



En Bretagne, comme ailleurs, AUX TRAVAILLEURS DE PRENDRE NPA LA TÊTE DU RAS-LE-BOL SOCIAL !

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 7 NOVEMBRE 2013

Depuis des mois, la Bretagne vit au rythme des suppressions d'emplois, touchant surtout l'agro-alimentaire, mais aussi les sites industriels comme PSA ou Alcatel à Rennes. La suspension de l'écotaxe n'a en rien empêché le succès de la manifestation de samedi dernier à Quimper. Les 15 à 30.000 manifestants (agriculteurs, marins, commerçants, artisans et surtout salariés, précaires, chômeurs et beaucoup de jeunes) ont crié leur colère contre les licenciements, l'écotaxe, mais aussi la baisse de leur pouvoir d'achat due aux bas salaires, alors que les impôts augmentent.

Dans la foulée, lundi, les salariés de Marine Harvest à Poullaouen ont décrété la grève illimitée et ont décidé d'occuper leur usine. A Morlaix, les Tilly Sebco ont occupé la sous-préfecture dont ils ont enfoncé la grille. C'est bien la preuve que les travailleurs reprennent confiance dans leurs propres forces ! Et c'est la meilleure réponse pour ne pas laisser la droite, le MEDEF ou l'extrême droite tenter de dévoyer le mécontentement social à son profit.

Des patrons qui pleurent la bouche pleine

L'écotaxe n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le ras le bol social. Mais le patronat s'est aussitôt engouffré dans la brèche, reprenant le refrain connu du « coût du travail » et de « la compétitivité ». En fait, les patrons n'ont jamais eu autant de libertés et de subventions publiques... et jamais autant licencié.

La famille Doux, 146ème fortune française, est réputée pour avoir touché plus d'un milliard d'euros de subventions en quinze ans, via la Politique Agricole Commune. Tilly-Sabco a réalisé 2 millions d'euros de bénéfices. Et Marine Harvest a déclaré 113 millions d'euros de bénéfices au premier semestre 2013 !

Un gouvernement de plus en plus discrédité

Hollande et Ayrault prétendent inverser la courbe du chômage alors que les chiffres ne cessent de monter. Le nombre de plans de licenciements a

explosé depuis le 1er juillet, date d'application de la loi de « sécurisation de l'emploi ». Lâches devant les patrons et les riches, ils attaquent les travailleurs et les classes populaires, agressent les plus faibles, les Roms et les immigrés, expulsent des jeunes scolarisés tout en croyant tromper leur monde par des discours mensongers.

Tous ensemble, avec les travailleurs !

Ceux qui, comme les responsables régionaux ou nationaux de la CGT, de la FSU et de Solidaires du Front de Gauche et des Verts ont organisé samedi dernier à Carhaix leur petite manifestation à part, se disant les seuls à porter vraiment les revendications des salariés ont eu tort.

Bien sûr, les salariés n'ont pas d'intérêts communs avec des patrons qui parlent à leur place, surtout quand ce sont ceux qui les licencient. Mais raison de plus pour s'adresser à ceux qui manifestent plutôt que de leur tourner le dos.

Quant à Mélenchon, il s'est permis de traiter les manifestants de Quimper de « nigauds », estimant « qu'à Quimper, les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres »... Oubliant que les travailleurs, qui formaient le gros des manifestants de Quimper, n'ont pas besoin de leçon de morale, mais de perspectives, pour éviter que leurs ennemis utilisent leur

colère à leur profit.

Les salariés doivent s'organiser eux-mêmes s'ils veulent que ce soient leurs revendications qui soient mises en avant : interdiction des licenciements, répartition du travail entre tous, hausse des salaires, imposition des plus riches et des revenus du capital. Ils pourraient alors entraîner avec eux le reste la population (artisans, agriculteurs, petits commerçants...), en s'adressant au reste du pays qui connaît qui subit les mêmes attaques, notamment à ceux de Goodyear, la Redoute ou Fagor-Brandt.

Contre les multinationales, les capitalistes du transport, de l'agro-alimentaire, les grandes chaînes de distribution et le gouvernement qui les sert, c'est un vrai « tous ensemble » du monde du travail qui est à l'ordre du jour !



CASSE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL : LE MEDEF EN RÊVAIT... LE PS S'EN CHARGE !

Après avoir facilité les licenciements collectifs et légalisé le chantage à l'emploi avec l'ANI, le gouvernement s'en prend maintenant à l'Inspection du travail.

La « réforme » que veut imposer le ministre Sapin, malgré l'opposition des organisations syndicales majoritaires, vise clairement à éloigner les inspecteurs et contrôleurs du travail des salariés et de leurs représentants. En leur fixant des priorités, ou encore en « *veillant à la qualité juridique* » de leurs décisions, le but est de « piloter » l'activité des inspecteurs et contrôleurs, pour qu'ils se consacrent aux actions décidées par le ministère plutôt qu'aux demandes des salariés et des organisations syndicales.

Adieu l'autonomie et l'indépendance des agents de contrôle ! Ce projet est également porteur de coupes dans les effectifs, puisque la suppression progressive du corps des contrôleurs du travail ne sera que partiellement compensée par des transformations en postes d'inspecteurs.

C'est donc une véritable « réforme patronale » de l'Inspection du travail que veut imposer le gouvernement, une « réforme » qui concerne tous les travailleurs. Les agents du ministère du travail se sont mis en grève mardi 22 octobre, à l'appel des syndicats CGT, SUD, FSU et FO, Maintenant, l'élargissement de la mobilisation est un enjeu crucial. Le NPA apporte un soutien total à cette lutte. Le NPA invite l'ensemble de la gauche politique et sociale à faire front afin d'exiger le retrait total de ce projet scélérat !

LA REPRISE DE GOODYEAR-AMIENS: L'OFFRE POURRIE DE TITAN

Le cynisme de Montebourg est sans limite. Voilà qu'il soutient le projet de reprise de l'usine Goodyear d'Amiens par le PDG du groupe Titan, Maurice Taylor. Ce patron voyou s'était déjà fait remarquer, il y a 2 ans, en traitant les ouvriers d'Amiens de « *fainéants qui ne travaillent que trois heures par jour* » et les représentants syndicaux de « *timbrés* » et de « *barjots du syndicat communiste* » qu'il faudrait « *envoyer à la Légion étrangère* ».

Pour Taylor, « *le projet d'achat de l'usine démarre avec zéro employé* » ! Pour réembaucher ensuite, selon ses besoins et à ses conditions, 333 salariés parmi les 1137 qui y travaillent actuellement.

Pour le ministre Montebourg, « *sauver 333 emplois, c'est mieux que rien* » ! Mais à quelles conditions ? Pour combien de temps ? Qu'en sait-il, Montebourg ? En quoi ce n'est pas une reprise bidon, une escroquerie de ce patron de choc qui a bâti sa fortune à coups de rachats d'entreprises de

pneus agricoles aux Etats-Unis et au Brésil. Et puis, en quoi la destruction des 804 autres emplois, c'est mieux que rien ?

Chaque fois, les reprises se sont accompagnées de plans de licenciements et d'une dégradation des conditions de travail. En 2010, il a réussi à imposer la suppression de 2 semaines de congés et le passage à la semaine de 60 heures sans augmentation de salaire dans ses usines nord-américaines.

Ce projet est un mauvais plan. Si les capitalistes ne peuvent et ne veulent pas maintenir les emplois, alors le problème se pose de réquisitionner, d'exproprier, de nationaliser, c'est à dire de leur enlever des mains les moyens de production. Et de leur imposer, dès maintenant, l'interdiction des licenciements et des fermetures de sites.

ATTENTION TANGER !

Le 8 octobre, Renault a inauguré sa seconde unité de production à Tanger. Ce site de plus de 5.000 travailleurs fabriquera 340.000 voitures par an. Ce sera la plus grosse usine automobile d'Afrique et la plus grosse usine du groupe Renault.

Pourquoi Tanger ? D'abord parce que l'usine est sur une zone franche où le groupe ne paiera pas d'impôt, ni de taxe d'exportation pendant 5 ans et qu'il bénéficiera de grosses réductions par la suite. Mais surtout parce que les ouvriers recevront un salaire moyen de 250 euros par mois: 2 fois moins que les travailleurs de Dacia en Roumanie !

Le calcul de Renault est simple : exploiter à fond la main d'œuvre locale, dans des conditions proches de l'esclavage. Seule ombre au tableau pour la direction : et si les travailleurs marocains se mettaient à faire grève sur grève comme les travailleurs roumains, qui ont obtenu près de 30 % d'augmentation de salaire ? Si une telle usine géante se mettait à débrayer, c'est tout le Maghreb qui tremblerait, et le groupe Renault avec. Et on pourrait s'y mettre tous ensemble !

**JEUDI 12 DÉCEMBRE
de 19h00 à minuit
SOIRÉE FESTIVE
et de SOUTIEN au NPA
MJC Rive gauche à Rouen**

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique